

Davantage d'immigrants en provenance du sud et de l'est de l'Europe

L'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) avec les États membres de l'UE et de l'AELE a facilité le recrutement et l'embauche de main-d'œuvre étrangère pour les entreprises suisses. Ceci augmente leur potentiel de croissance, alors qu'elles se heurtaient parfois rapidement à des limites en raison de la pénurie de spécialistes lors des précédentes phases d'essor économique. Depuis l'entrée en vigueur de l'ALCP en 2002, le marché suisse du travail s'est avéré capable d'absorber ces nouveaux arrivants et les conséquences sur la population locale sont demeurées relativement restreintes. Ces dernières années, l'immigration allemande s'est ralentie, alors que celle du sud et de l'est de l'Europe s'est accrue. La composition professionnelle des arrivants est restée jusque-là relativement stable¹.



Comparativement à ce qui s'est passé durant les précédentes phases d'essor économique, la libre circulation des personnes a permis aux entreprises de surmonter les déficits de main-d'œuvre qualifiée, qui pouvaient les gêner dans leur expansion. À partir de 2011, on remarque un certain glissement en ce qui concerne l'origine des immigrants.

Photo: Keystone

Au cours des onze dernières années, l'introduction de la libre circulation des personnes avec les États de l'UE et de l'AELE a fortement marqué l'évolution du marché du travail en Suisse. Entre 2002 et 2012, le nombre des personnes actives occupées a augmenté de 565 000, soit de 1,3% par an. Cette croissance revient pour moitié aux autorisations de séjour de courte durée ou d'une année ainsi qu'aux frontaliers, et pour moitié aux Suisses et aux étrangers établis dans notre pays.



Antoine Lukac
Centre de prestations
Libre circulation des personnes et relations du travail, Secrétariat d'État à l'économie, SECO, Berne



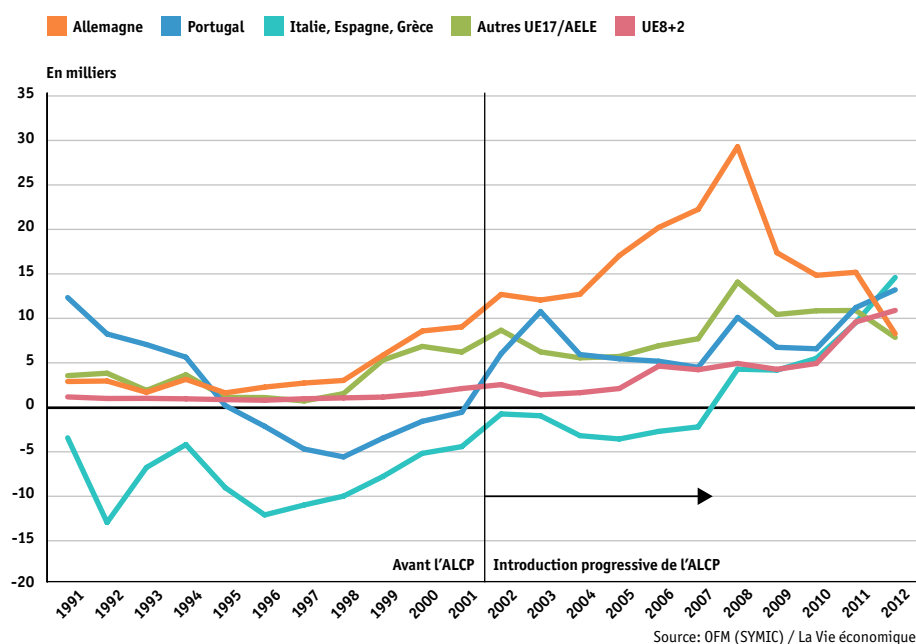
Bernhard Weber
Chef suppléant du secteur
Analyse du marché du travail et politique sociale, Secrétariat d'État à l'économie, SECO, Berne

Ces dernières années, la Suisse s'est profilée comme un site attractif pour les entreprises. Celles-ci ont pu profiter de la forte croissance économique mondiale, en raison justement de l'accès facilité aux travailleurs de l'UE et de l'AELE. Comparativement à ce qui s'est passé durant les précédentes phases d'essor économique, l'expansion des entreprises a été moins freinée par la pénurie de main-d'œuvre. Durant la crise de 2009, l'immigration a soutenu la conjoncture intérieure de la Suisse.

La main-d'œuvre issue de l'UE/AELE a accéléré la croissance de la population suisse, car l'immigration provenant d'États tiers, qui n'est axée aujourd'hui que dans une moindre mesure sur le marché du travail, s'est maintenue au même niveau. Ces onze dernières années, la population suisse a crû de 0,94% par an, dont 0,8 point de pourcentage revient à l'immigration. Dans les années nonante, la population a augmenté de 0,6% et dans les années quatre-vingt de 0,7% par an, dont respectivement 0,3 et 0,4 point de pourcentage provenaient de l'immigration.

Graphique 1

Solde migratoire de la population résidente étrangère en Suisse selon la nationalité, 1991-2012



La majeure partie de l'immigration nette en provenance de l'UE/AELE se compose de citoyens allemands; viennent, ensuite, les ressortissants portugais. La récession de 2009 a légèrement réduit le solde migratoire, le plus touché étant celui des Allemands (voir *graphique 1*). Durant la reprise qui a suivi, de plus en plus d'Européens du Sud (Italie, Portugal, Espagne et Grèce) et de l'Est (UE8+2) ont immigré en Suisse.

La crise de la zone euro modère les mouvements migratoires internationaux

En 2007, soit peu avant l'éclatement de la crise financière, alors que la Suisse se trouvait dans une phase de haute conjoncture, les ressortissants allemands représentaient 63% de l'immigration nette issue de l'UE/AELE. Seuls 5% provenaient des quatre pays d'Europe du Sud mentionnés plus haut et 8% d'Europe de l'Est. En 2012, les Allemands constituaient encore 15% de l'immigration nette, tandis que la part des quatre pays d'Europe du Sud avait grimpé à 51% et celle des pays d'Europe de l'Est à 20%.

Ces dernières années, avec le marasme conjoncturel mondial ajouté à l'aggravation de la crise de l'euro, les mouvements migratoires internationaux se sont fortement transformés au sein de l'UE/AELE. Le *graphique 2* montre l'impact du solde migratoire international sur la croissance de la population dans différents Etats de l'UE/AELE. Comme on peut le constater, l'Allemagne est passée, entre 2008 et 2011, du statut de pays

d'émigration à celui de grand pays d'immigration nette. Les pays d'Europe méridionale ont évolué dans la direction opposée. L'Espagne et l'Italie principalement, mais aussi le Portugal et la Grèce étaient des pays où l'immigration était importante. Celle-ci a faibli avec la crise financière et a fait place, à partir de 2011, à une émigration nette dans le cas de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce. En Suisse, l'immigration nette a légèrement reculé. Elle est restée relativement stable en Norvège, laquelle n'a été que faiblement touchée par la crise.

Ces transformations soulignent l'importance du marché du travail pour les pays de provenance et de destination en ce qui concerne les mouvements migratoires internationaux. Tandis que les taux de chômage progressaient nettement en Espagne (25%), au Portugal (16%) et en Italie (11%) en 2012, ils sont demeurés relativement bas en Allemagne (5,5%), en Suisse (4,2%) et en Norvège (3,1). La hausse de l'immigration espagnole, portugaise et italienne ainsi que le fléchissement de celle originaire d'Allemagne correspondent parfaitement au tableau des mouvements migratoires internationaux.

La crise ne s'est traduite qu'en partie par un renforcement de l'émigration des citoyens vivant là où elle sévissait. Ces pays ont également perdu de leur attrait pour les immigrants d'autres régions du monde. De nombreux travailleurs étrangers sont retournés dans leur État d'origine. En même temps, d'autres régions de destination ont davantage attiré les ressortissants de l'UE à la recherche de débouchés professionnels dans l'UE/AELE. Ainsi, Bertoli et al. (2013) ont découvert que, pour l'Allemagne, le renforcement de l'immigration nette des ressortissants de l'UE8+2 n'était pas dû, en premier lieu, à la dégradation du marché de l'emploi dans les États d'Europe de l'Est membres de l'UE, mais à la détérioration de l'économie dans les autres destinations de l'UE/AELE (en particulier l'Europe du Sud pour les ressortissants roumains et l'Irlande pour les Polonais). On ne sait pas encore, faute de l'avoir analysé, dans quelle mesure ces effets ont influencé l'immigration en Suisse.

Immigration: principalement une main-d'œuvre hautement qualifiée...

Dans leur majorité, les immigrants arrivés en Suisse après l'entrée en vigueur de l'ALCP étaient hautement qualifiés: 53% des personnes actives occupées ayant immigré dans le cadre de cet accord bénéficiaient d'un diplôme de degré tertiaire. Cette proportion s'élève à 34% pour l'ensemble de la population active occupée suisse. L'immigration

1 Cet article s'appuie pour l'essentiel sur le neuvième rapport de l'Observatoire de la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE.
2 Voir, à ce propos, l'article de M. Surchat, p. 24 de ce numéro.

Encadré 1

La situation du marché de l'emploi dans les régions frontalières

Durant les années qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP), l'emploi de frontaliers étrangers a progressé. Ainsi, la tendance qui existait déjà depuis plusieurs années s'est-elle poursuivie. En effet, à l'époque, l'emploi frontalier ne faisait l'objet d'aucune limite quantitative, contrairement à l'immigration. Toutefois, avant mi-2004, la préférence nationale à l'embauche avait été activée en matière d'octroi de permis frontaliers.

Dans les régions frontalières de la Suisse latine – soit Genève, l'Arc jurassien et le Tessin –, la part de l'emploi frontalier a fortement augmenté ces dernières années. Comment le marché du travail s'y est-il développé par rapport aux autres régions suisses? Durant les années qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'ALCP, on n'a pas constaté de différences systématiques entre les cantons ayant une proportion élevée de frontaliers et les autres en ce qui concerne l'évolution des taux d'activité des 25-64 ans parmi la population résidente permanente.

Durant les périodes 1996–2002 et 2008–2012, seul le canton de Genève a vu son taux d'activité augmenter moins fortement que celui des cantons de référence où la proportion de frontaliers était moindre. Dans les districts présentant un pourcentage élevé de frontaliers, on a constaté au cours du temps une augmentation du taux de chômage par rapport aux autres districts, en particulier en Suisse romande. Aussi bien le canton de Genève que l'Arc jurassien ont observé en même temps une forte croissance de leur taux de frontaliers. Le même phénomène n'apparaît pas au Tessin.

La dernière étude concernant un possible effet d'éviction consécutif à la libre circulation des personnes s'est également penchée sur la relation entre l'emploi frontalier et les conditions du marché de l'emploi pour la population locale^a. Au niveau agrégé, il n'existe pas de relation causale statistiquement interprétable entre l'augmentation de la proportion de frontaliers, d'une part, et les taux de chômage et d'activité, de l'autre. Les effets néfastes pour l'emploi d'une hausse de la proportion de frontaliers se manifestent uniquement pour la main-d'œuvre hautement qualifiée qui avait immigré précédemment. Selon les estimations, une augmentation de 1% de la proportion de frontaliers réduit leur taux d'activité de 0,21%

Concernant l'évolution des salaires, les cantons avec une proportion élevée de frontaliers ne se distinguent pas systématiquement des autres. Durant la période 2002–2010, Saint-Gall, Thurgovie, Schaffhouse et le Tessin ont enregistré une évolution des salaires légèrement inférieure à la moyenne; celle-ci était, par contre, supérieure dans les cantons de Genève, de Neuchâtel et du Jura.

a Lire à ce sujet l'article de S. Favre, R. Lalive et J. Zweimüller, pp. 85s de ce numéro.

d'une main-d'œuvre hautement qualifiée a sans doute renforcé l'implantation et le développement de secteurs à haute valeur ajoutée dans le pays².

...mais aussi des personnes peu qualifiées

En revanche, 14% des migrants venus en Suisse après l'entrée en vigueur de l'ALCP ne bénéficiaient d'aucune formation de niveau post-obligatoire. Leur proportion dans le total des personnes actives occupées se monte à 16%. L'UE/AELE a également joué un rôle de réservoir pour l'engagement de travailleurs sans qualification supérieure. Cela s'explique entre autres par le fait qu'après l'introduction de l'accord, la main-d'œuvre saisonnière étrangère ne pouvait plus être recrutée que dans l'UE/AELE. Elle provient de plus en plus souvent des pays du sud ou de l'est de l'Europe et reflète un taux de chômage plus élevé, typique des branches concernées.

Comme indiqué plus haut, l'immigration en provenance de l'Europe de l'Est et du Sud s'est renforcée ces deux dernières années. Généralement, les personnes provenant de ces pays étaient surreprésentées dans les groupes de métiers exigeant peu de qualifications. Une première évaluation du Système d'information central sur la migration (Symic) n'indique pas, pour le moment, que les groupes de métiers à faibles qualifications aient augmenté leurs effectifs entre 2008 et 2012. Ces années-là, l'immigration a revêtu une importance bien plus significative dans le secteur de la construction, qui s'est développé de manière exceptionnellement dynamique. Elle a légèrement augmenté dans les métiers de l'agriculture, de même que dans les professions liées à l'organisation et à l'administration. Elle a, en revanche, légèrement reculé dans l'hôtellerie-restauration en raison d'une demande en régression. Cette estimation provisoire ne comprend pas les immigrés qui ont séjourné provisoirement en Suisse pour y trouver du travail.

Un marché suisse du travail dynamique et disposant d'une grande capacité d'accueil

Durant toutes ces années de forte immigration, le marché suisse du travail a démontré sa capacité d'accueil. Entre 2002 et 2012, le taux d'activité des 15–64 ans s'est élevé en moyenne à 78,5%, ce qui correspond à un point de pourcentage de plus que durant les années 1991–2001. En comparaison internationale, ces valeurs placent la Suisse dans le peloton de tête de l'OCDE, à côté des pays du nord de l'Europe.

Durant la période 2003–2012, les ressortissants des États de l'UE27/AELE, tout comme les Suisses, ont augmenté leur taux d'activité. Les premiers se sont ainsi hissés au niveau de la population suisse. Par contre, le taux d'activité des étrangers en provenance de pays tiers est resté nettement inférieur et relativement constant.

Le taux de chômage des groupes de nationalités évoqués ci-dessus présente une image du même ordre. Durant la période 2003–2012, les Suisses ont constamment bénéficié du taux de chômage le plus faible, tandis qu'aucune détérioration de leur position relative n'a été constatée dans le temps. Le risque de chômage est, en revanche, supérieur à la moyenne pour les ressortissants des États de l'UE27/AELE. Cela s'explique en premier par le fait qu'ils travaillent plus souvent que les indigènes dans des branches où ce risque est élevé. Toutefois, leur taux de chômage s'avère de moitié moindre que celui des ressortissants de pays tiers, qui sont majoritairement venus en Suisse par la voie de l'asile, en tant que saisonniers ou en profitant du regroupement familial. Ces derniers ont apparemment eu plus de peine à tirer avantage de la croissance de l'emploi que la Suisse a connu ces dernières années, cela même alors que leur taux de chômage tendait légèrement à baisser par rapport à 2003.

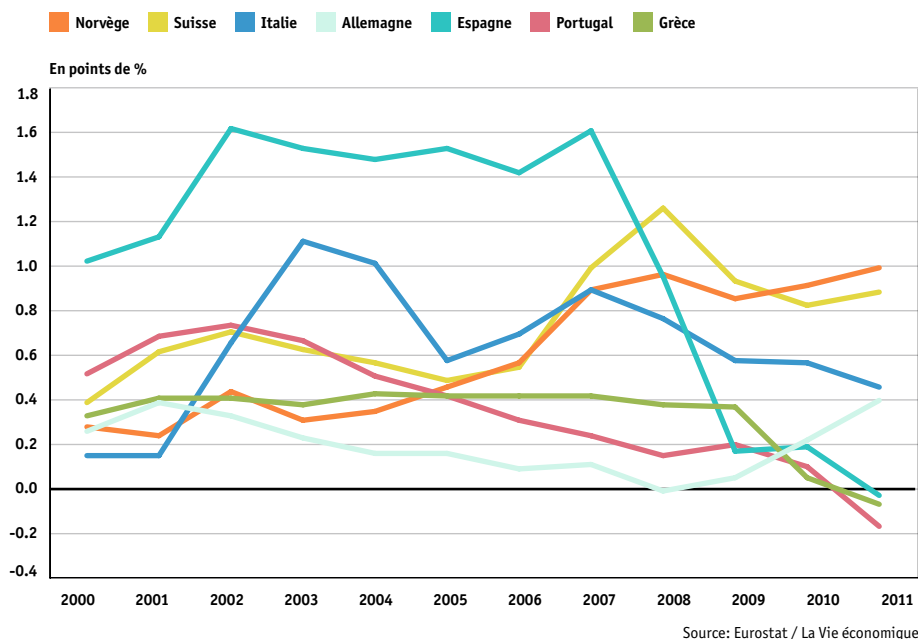
L'intégration des immigrants au marché du travail représente également un défi dans d'autres pays. En comparaison internationale, la Suisse s'en tire particulièrement bien³. Ceci exprime, d'une part, le fait que les précédentes générations d'immigrants se sont relativement bien intégrées économiquement, malgré les difficultés. D'autre part, l'immigration actuelle, qui provient principalement de l'UE/AELE, correspond bien aux besoins des entreprises actives en Suisse.

Un effet d'éviction?

Il est essentiel de savoir si la croissance de l'immigration, favorisée par l'ALCP, a évincé les travailleurs indigènes de leurs emplois. Cette question a été examinée de près dans le cadre d'une étude réalisée par les universités de Zurich et de Lausanne. Les auteurs sont arrivés à la conclusion que cette forte immigration a eu un certain effet d'éviction en ce qui concerne la main-d'œuvre hautement qualifiée. Ils estiment que l'immigration supplémentaire provoquée par la libre circulation des personnes a augmenté de quelque 0,2% le taux de chômage des personnes nées en Suisse. En ce qui concerne la croissance du nombre de frontaliers due à l'ALCP, on n'a pu mesurer un léger recul du taux d'activité que pour la main-d'œuvre hautement

Graphique 2

Solde migratoire international par rapport à la population globale dans divers pays de l'UE17/AELE, 2000-2011



Source: Eurostat / La Vie économique

qualifiée arrivée en Suisse avant l'entrée en vigueur de l'ALPC⁴.

Une pression sur les salaires due à l'immigration?

En deuxième lieu, il est important de déterminer dans quelle mesure l'immigration de ces dernières années a influencé l'évolution des salaires en Suisse. Sur le plan purement descriptif, aucun signe clair n'étaye cette thèse. Ainsi, selon l'indice des salaires de l'Office fédéral de la statistique (OFS), durant les onze années qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'ALPC, les salaires réels ont augmenté de 0,6% par an en moyenne. À titre de comparaison, cette croissance était supérieure de 0,4 point de pourcentage entre 1992 et 2002 et inférieure de 0,4 point entre 1982 et 1992.

Dans leur majorité, les études économétriques relatives aux effets de l'ALPC sur l'évolution des salaires ont démontré que l'immigration de ces dernières années a eu tendance à ralentir la croissance des salaires en Suisse, parce qu'elle a permis de réduire la pénurie de main-d'œuvre. L'ampleur de ce phénomène est, toutefois, relativement restreinte⁵.

À ce propos, l'université de Genève a réalisé récemment une vaste étude, basée sur l'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS), couvrant la période 1996-2010⁶. Les auteurs arrivent à la conclusion que l'immi-

gration a pesé sur les salaires des travailleurs indigènes et étrangers au bénéfice d'un diplôme du niveau tertiaire, aussi bien que sur ceux des étrangers sans formation post-obligatoire. Les plus touchés sont les jeunes au bénéfice d'un diplôme du tertiaire avec 10 à 15 ans d'expérience professionnelle (indigènes ou étrangers). Selon des simulations, si la part des étrangers était restée constante entre 2004 et 2010, les salaires réels auraient augmenté de quelque 1,6%. Les travailleurs étrangers plus âgés sans formation post-obligatoire avec plus de 35 ans d'expérience professionnelle auraient subi une diminution de salaire du même ordre de grandeur (-1,4%). Quant aux travailleurs étrangers peu qualifiés établis en Suisse avec 15 à 35 d'expérience, leurs salaires auraient légèrement diminué de 0,6%. En ce qui concerne l'évolution des salaires de la main-d'œuvre indigène peu qualifiée, l'immigration a eu un effet relativement positif. Selon les estimations des auteurs, en 2010, leurs salaires réels ont été supérieurs de 1,1% à ce qu'ils auraient été si la part des étrangers était restée constante.

Conclusion: les effets négatifs demeurent modérés

Ces onze dernières années, la Suisse a connu une immigration importante et la libre circulation des personnes a été en cela déterminante. Le marché suisse du travail s'est avéré capable d'absorber ces nouveaux arrivants. Selon les études empiriques les plus récentes, l'effet d'éviction et la pression sur les salaires sont demeurés modérés. On a assisté, au cours des deux dernières années, à une accélération de l'immigration en provenance des pays de l'Europe du Sud et de l'Est, dont certains ont fortement souffert de la crise économique. La composition professionnelle de la population immigrée est restée relativement stable jusqu'à aujourd'hui. Étant donné les forts déséquilibres économiques au sein de l'Europe et le niveau record du chômage des jeunes dans certains pays du continent, la question des migrations restera au cœur de l'agenda politique et économique de l'UE durant les années à venir.

Encadré 2

Bibliographie

- Asensio Noé, Graf Roman et Müller Tobias, «L'impact de la libre circulation des personnes sur les salaires en Suisse», *La Vie économique*, 1/2-2013, pp. 43-47.
- Bertoli Simone, Brücker Herbert et Fernandez-Huertas Moraga Jesus, *The European Crisis and Migration to Germany Expectations and the Diversion of Migration Flows*, IZA Discussion Papers Series (IZA DP), n° 7170, janvier 2013.
- Merckx Véronique et Wegmüller Claudio, «Effets de l'immigration sur les salaires: dix ans d'expérience en matière de libre circulation des personnes», *La Vie économique*, 1/2-2013, pp. 39-42.
- OCDE, *Jobs for Immigrants (Vol. 3): Labour Market Integration in Austria, Norway and Switzerland*, 2012, Publications de l'OCDE.
- SECO, ODM, OFS, OFAS, *Répercussions de la libre circulation des personnes sur le marché suisse du travail. Neuvième rapport de l'Observatoire de la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE*, Berne, 2013.

3 Voir OCDE (2012).

4 Pour un résumé de cette étude, voir l'article de S. Favre, R. Lalive et J. Zweimüller, pp. 855 de ce numéro.

5 Voir Merckx, Wegmüller (2013).

6 Voir Asensio, Graf, Müller (2013).